

19 novembre 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique gouvernementale, à Ayguesvives le 19 novembre 2016.

Monsieur le Maire qui nous accueillez aujourd'hui,

Vous avez prononcé plus que des paroles de bienvenue, des paroles de confiance dans la République £ la petite, celle que vous présidez ici, et la grande, c'est que j'ai l'honneur de présider au nom de tous les Français. Je voudrais saluer d'abord les parlementaires qui sont ici et qui sont de plusieurs départements £ je voudrais saluer le Président du Conseil départemental, la Présidente du Conseil régional, le Président de la Métropole, le maire de Toulouse et les sénateurs et les députés qui sont ici, mais je voulais aussi saluer les représentants d'une commune.

Il se trouve que je termine ici ma longue visite qui m'a conduit de l'Aude - cher André VIOLA - jusqu'ici en Haute-Garonne - cher Georges MERIC.

Je voulais faire non pas une découverte - je la connais bien, cette France - je voulais montrer le beau visage de notre pays à travers son patrimoine, celui qui nous rappelle l'histoire, à travers l'innovation, celle qui nous prépare à demain, et à travers l'éducation, celle qui donne à nos générations futures la condition de la réussite.

Le patrimoine, c'est le Canal du Midi. C'était son 350e anniversaire et c'est un ouvrage exceptionnel qui est dû au génie français et à la volonté d'un homme, monsieur RIQUET, qui a eu l'idée de vouloir relier les territoires. Je le disais à Castelnaudary : il avait même anticipé la réforme régionale. Il savait qu'il fallait unir des terres et des maires pour que la France puisse être plus forte £ il avait eu l'idée de trouver des financements, à la fois ceux qui relevaient de ce qu'on appelait l'Etat et ceux qui pouvaient être aussi la participation des Français et de ceux qui pouvaient investir. Ce grand ouvrage qui a été un mode de transport très utile pour le développement de notre économie, est devenu maintenant, grâce à l'effort de tous et à l'accompagnement de l'Etat, un levier du développement économique et touristique. Je voulais qu'il puisse être non pas mieux connu - ici il fait partie de votre identité - mais qu'il puisse être encore davantage valorisé.

Ensuite, j'ai voulu aller voir ce qu'est l'économie de demain, en fait l'économie d'aujourd'hui, lorsque j'ai visité l'entreprise Sigfox et son dirigeant que je connais bien. J'ai conscience que c'est là avec d'autres entreprises que l'internet des objets se décide, s'invente, s'imaginer et forme ce que vont être nos emplois d'aujourd'hui - déjà plus de 500, on me dit un emploi tous les deux jours sur ce seul site avec un projet d'extension - et c'est aussi ce qui fait la force de la France : l'innovation, c'est-à-dire cette capacité de créativité, cette invention permanente, cet effort de recherche. Nous l'avons accompagné, c'est ce que j'ai voulu faire depuis 2012 avec le crédit d'impôt recherche, avec la Banque publique d'investissement qui est d'ailleurs partie prenante de l'entreprise Sigfox, avec cette French Tech (je ne suis pas sûr que ce soit bon d'utiliser cette langue qui n'est pas la nôtre mais qui qualifie le mieux notre excellence).

Il y a eu dans cette visite également l'anniversaire d'un régiment de la Légion étrangère, dans l'Aude, à Castelnaudary, qui nous rappelle que nous devons nous défendre, que nous devons avoir des forces armées qui puissent avoir les moyens indispensables pour assurer notre propre sécurité à l'extérieur et à l'intérieur et que nous en avons besoin, j'y reviendrai, face aux

message

menaces.

Enfin je termine ce voyage dans une école et dans une commune. Une école qui, à Ayguesvives, rassemble 326 enfants - chaque enfant compte - et une équipe enseignante avec des personnels et dans un territoire qui a fait le choix d'être à énergie positive, est capable non seulement de transmettre des savoirs, des connaissances, ce qui est le rôle de l'école, mais aussi de faire des apprentissages à la citoyenneté et notamment à ce qu'est la lutte contre le réchauffement climatique. Je remercie l'équipe enseignante. Je remercie bien sûr la collectivité qui l'a accompagnée et qui a fait en sorte que cette expérience puisse être bénéfique pour les enfants, pour les parents et pour la commune, anticipant sur ce qu'est finalement notre grand enjeu, la transition écologique et énergétique. Il se trouve que c'est à Paris qu'a été signé cet accord historique qui va engager l'ensemble des pays du monde. Oui, même s'il peut y avoir des changements à la tête d'un grand pays du monde, l'accord est irréversible et nul ne pourra s'en dégager même s'il pouvait y avoir cette tentation - il y a tellement de tentations et pas toujours heureuses. Je sais que les forces économiques qui savent que l'anticipation en matière de transition énergétique et écologique est la condition de leur succès, feront les pressions nécessaires, que les peuples, les citoyens, y compris dans la démocratie américaine feront en sorte que nous puissions être au rendez-vous. La France en tout cas sera exemplaire. Mais il ne suffit pas de signer des accords, de faire voter une loi - la loi de transition énergétique - pour qu'il y ait cette prise de conscience. Vous l'avez ici. Là encore je voulais souligner la force de nos territoires.

Ici je suis dans un territoire qui s'est regroupé, qui s'est fédéré, Sicoval, et qui traduit la réforme territoriale que nous avons engagée ce n'est jamais facile d'engager une réforme territoriale, d'ailleurs aucune réforme n'est simple dès lors qu'elle change les organisations, les habitudes, les intérêts, les pouvoirs mais vous, ici, vous savez ce que cette réforme territoriale peut représenter : une métropole, une grande région et aussi des intercommunalités fortes, un département qui voit ses compétences clarifiées et puis des identités communales qui sont préservées malgré des intercommunalités qui joueront de plus en plus un rôle majeur pour l'investissement. Notre territoire est en train de changer et il faut surtout lutter contre cette impression qui peut parfois saisir une partie de nos concitoyens qui ne s'y reconnaissent plus, qui pensent être abandonnés, oubliés, relégués, qui n'accèdent pas, croient-ils, aux nouvelles technologies quand justement ce qui se fait ici montre que les nouvelles technologies vont être à la disposition de tous les territoires, y compris les plus éloignés.

La France depuis 2012 a fait de nombreuses réformes. Elles étaient nécessaires pour redresser les comptes publics, pour remettre à l'équilibre la Sécurité sociale - c'est fait - pour rétablir la compétitivité de nos entreprises, pour favoriser autant qu'il était possible l'emploi, pour anticiper cette transition écologique, pour dégager des moyens pour l'éducation et vous pouvez ici en avoir la traduction, pour renforcer nos policiers, nos gendarmes, nos militaires, pour leur donner les moyens indispensables pour assurer notre protection face aux épreuves que nous avons traversées. Je sais que des efforts ont été demandés et qu'il reste encore beaucoup d'impatience, d'attente, qu'il y a même parfois de la colère quand il y a des injustices qui demeurent. Il y a tant d'inégalités à réduire, tant de situations encore à améliorer, tant d'incompréhension et de doutes à lever et tant de changements qui doivent se réaliser dans la vie réelle, pas simplement dans les lois qui sont votées ou les discours qui sont prononcés, mais dans le changement tel que l'on peut le saisir soi-même. Les résultats, ils arrivent £ les créations d'emplois maintenant sont à un rythme qui nous permet de réduire le chômage - il était temps - mais le chômage reste encore trop élevé dans notre pays et c'est le seul engagement, la seule vérité que nous devons encore prononcer : lutter contre le chômage, ne jamais baisser les bras, prendre toutes les dispositions nécessaires, appuyer les entreprises, soutenir la demande, faire qu'il puisse y avoir de l'innovation autant qu'il est possible.

Mais c'est vrai que nous devons éviter cette culture du dénigrement qui nous saisit parfois, éviter de douter de nous-mêmes. Est-ce que la France a encore un avenir ? Est-ce que c'est un grand pays ? Est-ce qu'il y a encore une possibilité pour agir ? Est-ce que les politiques peuvent changer les conditions de la vie réelle ? Est-ce qu'il y a encore de la place pour le débat public ? Oui, on

finirait par oublier nos forces et nos atouts et l'excellence de notre recherche - je parle ici dans une région qui en a fait la démonstration et qui a reçu les plus grandes distinctions, en tout cas l'université qui a eu Jean TIROLE comme prix Nobel - et cette université que nous devons encore soutenir, que nous devons appuyer et qui doit se faire reconnaître pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une université d'excellence. Nous avons une diversité de nos savoir-faire, une qualité de notre production dans plein de domaines, un niveau élevé de protection sociale, notre territoire est attractif, il l'est pour les entreprises, il l'est aussi pour les touristes, nous sommes la première destination touristique du monde. Je fais cette démonstration non pas pour convaincre, mais pour vous dire la vérité, la réalité sur ce qu'est notre pays, votre pays. Nous devons être fiers, sans rien oublier de ce qui encore tarde à venir et ce qui est pour beaucoup insupportable à vivre. Il y a la capacité aussi, je l'évoquais, de la France, à être indépendante et dans cette période, à être capable de nous défendre nous-mêmes, de porter partout nos valeurs. Combien de pays dans le monde peuvent prétendre à ce statut ? La France est l'un des rares, mais la France n'est pas là pour dominer, pour soumettre, la France est là pour libérer, pour porter des idéaux, pour affirmer ses valeurs. La France a une voix singulière dans le monde et c'est ce qui m'a permis lorsque j'ai dû prendre mes responsabilités comme chef de l'Etat, de faire intervenir nos forces au Mali quand il y avait le danger d'une occupation terroriste, en Centrafrique lorsqu'il y avait un risque d'affrontement qui aurait pu dégénérer en génocide et puis d'intervenir en Irak, en Syrie. Au moment où je parle, où je suis devant vous, la ville d'Alep est bombardée, des enfants sont tués, des familles sont prises en otages entre d'un côté un régime qui n'a aucun sens de ce que doit être l'humanité et en face ou à côté, des terroristes qui là encore veulent par leurs massacres, effrayer les populations.

Alors nous sommes devant un monde que nous devons regarder en face parce que les menaces sont là et la mondialisation et ses excès, les désordres qui ont été provoqués et qui font que les peuples, partout, semblent perdre confiance dans leur avenir, avec ces tentations, celle que j'évoquais à l'instant du protectionnisme, même dans la première puissance économique du monde, même celle qui semble avoir finalement l'avantage dans la mondialisation et qui finit par être saisie par le doute et la peur et l'envie de se replier sur ses frontières et de l'isolationnisme, l'idée qu'on ne peut plus porter un discours universel et ou de la rupture, nous venons de connaître avec le Brexit, la décision d'un pays qui sort de l'Union européenne et qui veut faire sa course en solitaire sans d'ailleurs savoir exactement quelle est sa destination.

J'évoquais les guerres, elles ne sont pas loin, elles sont à nos portes. Le terrorisme islamiste, il nous a frappés ici même, c'était il y a cinq ans à Toulouse, à Montauban, et ces fanatiques qui ont reproduit à une échelle que nous n'avions jamais connue, ces attaques à Paris, à Saint-Denis, à Nice et dans tant d'autres endroits sans que cela prenne cette proportion, qu'est-ce qu'ils cherchent ? A nous diviser, à nous effrayer, à remettre en cause notre capacité à vivre ensemble ? Ils trahissent une religion pour distiller le poison de l'intolérance, d'où l'enjeu de la laïcité, du respect des règles et du refus de toute stigmatisation. Voilà ce que nous avons en face de nous. Et puis il y a l'Europe qui était un espoir pour des générations, celles qui avaient connu la guerre ou la reconstruction et même la prospérité et qui maintenant paraît incapable de répondre aux défis : la protection des frontières indispensable - l'accueil des réfugiés - un devoir humanitaire - les règles du commerce international, la croissance, l'emploi

Alors face à ces menaces, quelles sont les réponses ? Le tout libéral où il n'y a plus de règles, des droits abaissés, un Etat réduit à la portion congrue, des impôts diminués pour les plus fortunés, relevés pour tous les autres, des assurances privées qui prennent la place de la Sécurité sociale ? Moi je suis pour la liberté, mais le libéralisme, c'est la liberté des uns contre la liberté des autres. Alors l'autre solution : le tout autoritaire. Je suis pour l'autorité, l'autorité de l'Etat, l'autorité de la République, c'est nécessaire pour prendre des décisions, pour faire respecter la loi, pour montrer que l'Etat est là et ne cède pas face aux pressions, aux atteintes, aux valeurs communes, mais l'autoritarisme, ce n'est pas l'autorité, c'est l'arbitraire, c'est la remise en cause de nos valeurs, c'est la suspicion, c'est le déni des diversités et puis c'est le risque, on le sait bien, des conflits, des contestations, des confrontations alors que notre pays a besoin de cohésion. Alors le tout

national ? La Nation, c'est ce qui nous unit & elle est notre histoire, elle est notre avenir, la France est notre patrie, moi je suis patriote, vous l'êtes tous, nous sommes attachés à la France, nous savons ce qu'elle représente ici et dans le monde : des idéaux, des principes, un mode de vie, une culture, une capacité à être ensemble, une attractivité & ce qui explique d'ailleurs pourquoi le monde se tourne vers la France aussi bien quand elle est dans la réussite que quand elle est dans l'épreuve parce qu'il y a cette idée que la France porte une flamme qui n'appartient qu'à elle et qui sert à éclairer le monde.

Et puis si on voulait se replier, quitter l'Europe, se couper du monde, quel serait notre avenir ? L'Europe, on peut la critiquer, on peut aussi vouloir la réorienter, j'y reviendrai & mais l'Europe s'il n'y avait plus la France, que serait-elle ? Et la France, s'il n'y avait pas l'Europe, que pourrait-elle porter à l'échelle internationale ? De Gaulle avait compris, alors même qu'il était si attaché à l'idée de Nation, d'indépendance, il avait fait le choix du marché commun & François MITTERRAND qui disait qu'il était à la fois patriote et européen, il avait fait le choix de la monnaie unique et puis ses successeurs, donc mes prédécesseurs, ont poursuivi dans ce sens et je l'ai fait à mon tour quand la zone euro a failli éclater, quand on voulait chasser un pays - la Grèce en l'occurrence - ou quand on voulait imposer des politiques d'austérité qui finalement ont hélas eu des conséquences dramatiques pour les peuples. Moi j'ai veillé à éviter l'éclatement et à garder cette solidarité.

Pourquoi ? Parce que quand on sort de l'Europe, quand on sort de la zone euro, il y a des mouvements de monnaie - les plus jeunes ne se souviennent pas de ces temps où il y avait des dévaluations, où les monnaies fluctuaient les unes par rapport aux autres, c'est ce qui se produit d'ailleurs en ce moment même au Royaume-Uni - le nationalisme que l'on croyait écarté pour toujours, revient, il revient partout en Europe, il revient même d'une autre façon aux Etats-Unis. Le nationalisme, c'est le repli sur soi, c'est l'enfermement, c'est la peur des autres. Eriger des barrières, des murs, des digues. A quoi résisteront-ils ?

Il faut au contraire faire en sorte que nous puissions maintenant prendre les bonnes décisions face à ces menaces. La France doit être ouverte au monde et en même temps se faire respecter dans le monde. L'Europe est devant un moment historique où elle se disloque et c'est possible car depuis plusieurs mois ou années, ce que l'on ne croyait pas possible est arrivé & ce que l'on ne pensait pas probable, s'est produit & ce que l'on pensait même inimaginable, est arrivé. Il y a donc cette nécessité maintenant non pas d'attendre mais d'anticiper et de faire une Europe qui puisse à la fois se faire respecter, assurer la protection de ses frontières, mais aussi préparer son avenir, être plus forte avec tous les pays qui la composent, changer son mode de fonctionnement, son mode de décision, décider par elle-même, intervenir lorsque c'est nécessaire, à l'extérieur, ne pas tout attendre de son allié américain car lui-même peut prendre ses distances par rapport à l'Europe et je ne le souhaite pas. La France est de toute façon là et sera toujours là. La France elle-même doit se rassembler sur l'essentiel et je vois quatre enjeux qui sont d'ailleurs les thèmes du déplacement d'aujourd'hui.

Le premier enjeu, c'est l'investissement, qu'il soit public à travers de grands ouvrages comme l'a été en son temps le Canal du Midi et qui prend la forme aujourd'hui d'infrastructures, de modes de transport, de construction de bâtiments exemplaires, qui peut prendre la forme aussi d'équipements liés à la lutte contre le réchauffement climatique. Oui, nous devons investir, investir davantage et maintenant que les comptes ont été rétablis, l'Etat lui-même devra investir plus qu'il ne l'a fait dans son université, dans sa recherche et dans tout ce qui est capacités de développement industriel. L'investissement privé est aussi nécessaire, production et innovation, l'industrie du futur parce qu'il faut une industrie et les nouveaux services, ce que l'on constate justement dans ces visites d'entreprises où ce sont à la fois des objets qui sont inventés et donc fabriqués et où ce sont les données qui deviennent l'enjeu essentiel. Ces données partent-elles à l'extérieur ou arrivons-nous à les maîtriser ici ? C'est ce que vous faites dans la Silicon Valley de l'Occitanie. L'investissement, c'est l'enjeu du rassemblement du pays parce que nous nous retrouvons tous quand il y a cette capacité à nous projeter, c'est le temps long. Bien sûr que cela ne vient pas tout de suite, mais on voit où nous allons lorsque nous investissons.

Le deuxième enjeu, c'est l'éducation. Nous avons rétabli les moyens, créé des postes, engagé

Le deuxième enjeu, c'est l'éducation. Nous avons rétabli les moyens, créé des postes, engagé des réformes. Je parlais tout à l'heure des rythmes scolaires, cela a été une discussion avec les élus, avec les parents, avec les enseignants, avec les élèves un peu moins parce que c'était pour eux que nous faisons cette réforme. Je sais que cela a exigé des financements supplémentaires des collectivités de l'Etat mais nous en voyons le résultat y compris à travers votre expérience. Nous avons lutté aussi contre le décrochage scolaire, mais cela ne suffit pas : il faut aller vers l'excellence pour tous, valoriser davantage les filières professionnelles, introduire davantage d'alternance dans les formations, qu'on puisse aller de l'entreprise vers l'université, ouvrir encore davantage l'enseignement supérieur, augmenter le nombre de boursiers, faire en sorte qu'il y ait davantage de jeunes qui puissent aller vers l'université et d'autres qui puissent aller vers des filières d'excellence liées à l'apprentissage ou à l'exercice d'un métier. Il y a aussi ce grand enjeu de la formation sur toute la vie et c'est ce que nous avons introduit avec le compte personnel d'activité. Cela signifie peu de choses à beaucoup mais c'est d'avoir avec soi tout au long de sa vie une possibilité de se former à mesure que le temps dans l'entreprise est pris en compte, de pouvoir disposer de ce droit à la formation. De la même manière que j'ai lancé avec le Gouvernement, le plan 500 000 formations pour les demandeurs d'emploi car j'ai fait le constat - je l'avais fait depuis longtemps - qu'il n'y avait qu'un chômeur sur dix qui bénéficiait d'une formation et que beaucoup de nos demandeurs d'emploi étaient sans qualification. Nous avons donc multiplié ces formations et nous allons continuer parce que c'est l'enjeu majeur. Qu'est-ce qui fera la différence dans la mondialisation, celle que j'ai décrite ? Le coût du travail ? Nous avons pour une large part réglé cette question. L'investissement ? Sûrement. L'innovation ? Assurément. Et la qualification, la formation des femmes et des hommes.

Le dernier enjeu, c'est la transition écologique et énergétique. Ce n'est pas simplement une responsabilité planétaire, ce n'est pas uniquement une obligation morale vis-à-vis des générations futures, c'est un levier de croissance et d'activité pour les énergies renouvelables, pour l'économie circulaire, pour le recyclage, pour l'isolation des bâtiments, pour les nouveaux modes de transport, pour l'aménagement de notre territoire. Si je voulais résumer l'ensemble : l'enjeu majeur est la cohésion nationale, c'est le modèle social que nous avons garanti et même amélioré, c'est ce que nous devons encore faire pour permettre un accès réel aux soins sur tous les territoires, prendre en compte le grand vieillissement, accompagner la petite enfance. Ce modèle social doit évoluer assurément. Il était en faillite nous disait-on il y a quelques années, nous l'avons rétabli en tout cas au niveau de ses comptes. Pourquoi faudrait-il le démanteler ? Cette protection sociale est ce qui nous permet d'être ensemble, de pouvoir être à égalité quelle que soit sa condition, de pouvoir préparer aussi notre avenir à travers des systèmes de retraite fondés sur la répartition et que nous avons équilibrés.

La solidarité est aussi territoriale, je le sais. Les métropoles sont des atouts supplémentaires mais faut-il aussi qu'elles associent les quartiers populaires à leur devenir. La ruralité est une chance à condition qu'on lui donne les moyens d'un développement et d'un accès à tous aux technologies et aux services publics qui eux-mêmes doivent accompagner les personnes, lutter contre ce sentiment d'abandon, d'isolement, d'incompréhension. Voilà ce qui doit nous rassembler autour de la République face aux menaces extérieures et intérieures en assurant notre sécurité et préservant notre unité. Nous rassembler autour de la production, de l'emploi, dans cette mondialisation que nous devons maîtriser mais dans laquelle nous devons peser. Nous rassembler autour de l'éducation, de la recherche, de la formation - c'est ce qui va faire la différence - nous rassembler autour de la préparation de l'avenir à travers le défi climatique.

La démocratie est regardée par beaucoup comme fatiguée et même comme confisquée. J'entends un certain nombre de discours là-dessus avec le risque qu'il y ait une rupture, que beaucoup de nos concitoyens n'aient plus confiance dans nos institutions, dans ce qu'elles représentent. Les citoyens, à juste raison, veulent être davantage associés aux décisions, ne comprennent plus la longueur des procédures. Tout cela est finalement d'un autre temps alors que la technologie nous parle d'immédiateté, où nous sommes toujours confrontés à l'urgence. Alors, la décentralisation est une réponse et nous devons poursuivre dans cette voie, mais elle ne peut pas être la seule. Il faut un changement profond dans l'association des citoyens aux

décisions qui les concernent. Changement également dans l'Etat, dans le mode d'élaboration et d'application des lois. En même temps qu'il y a ces interrogations sur la démocratie, il y a aussi le formidable engagement de nos concitoyens, j'ai eu à le voir et à le constater. Les élus locaux à chaque fois devant toutes les épreuves - les associations, les volontaires, le service civique et puis tout ce qui vient là lorsqu'il y a une catastrophe, une épreuve, que découvre-t-on ? Nos services publics et une mobilisation formidable des Français.

Nous sommes un peuple contradictoire : à la fois très critique à l'égard de lui-même et très fier de ce que nous pouvons faire ensemble et à la fois très individualiste et en même temps très conscient que le collectif peut nous protéger et à la fois toujours défiant à l'égard de l'Etat et en même temps, demandant toujours que l'Etat soit là. Il faut vivre avec ces contradictions, il ne faut pas les exacerber. Rien ne serait pire que d'avoir d'un côté ceux qui pensent qu'ils peuvent se débrouiller tout seuls et de l'autre ceux qui attendent tout de l'Etat sans rien proposer.

Nous devons donc avoir cette volonté de rassembler, rassembler toujours et j'ai confiance dans la France. Je sais qu'il y a un certain nombre de tentations, je les évoquais, elles ne sont pas propres à la France, nous les voyons partout aux Etats-Unis, en Europe, dans toutes les démocraties. Je sais qu'il y a ces pressions qui sont exercées pour qu'un certain nombre de nos concitoyens se détournent même de la démocratie. Je sais qu'il y a aussi cette illusion qu'en étant enfermés, nous serions plus forts alors que nous serions abandonnés à nous-mêmes.

Il faut donc croire dans toutes les forces de la France. Au cours de ce déplacement, je repars avec encore plus de confiance dans les forces de la France, dans ce génie qui nous est propre d'inventer, de lancer des projets qui deviennent de grandes infrastructures pour des décennies, d'avoir cette créativité qui fait d'ailleurs souvent envie aux autres, cette innovation qui nous appartient, ces talents qu'il nous faut garder, d'autres qu'il nous faut attirer, cette éducation qui forge la citoyenneté, qui donne un sens aussi à la laïcité et puis cette capacité de pouvoir parler au nom de la planète à la fois pour préserver son avenir et en même temps pour assurer la paix. La France dans toutes ces années, celles que j'ai vécues au sommet de l'Etat, a su se faire respecter mais plus que cela, a su agir et a su prendre ses responsabilités. Il faut que vous en soyez conscients. Si nous ne l'avions pas fait, le terrorisme aurait encore davantage progressé. Si nous ne l'avions pas fait, la France n'aurait pas été à la hauteur de l'attente qui est portée sur elle, mais en même temps que nous assurons cette sécurité pour le monde, nous sommes aussi capables de fournir au monde des principes et des valeurs que nous ne devons pas renier. Il y a dans quelques mois, je ne vous apprends rien, des élections qui arrivent. Je ne viendrai pas ici les évoquer, je ne parle pas de celles de demain, je parle de celles qui arrivent plus tard. Il y aura des débats, il y aura bien sûr des projets, mais ce qui doit compter, c'est la vision d'avenir, ce n'est pas le retour vers le passé, ce n'est pas l'enfermement dans des frontières. Cela doit être une confiance qui doit être donnée pour justifier le rassemblement et la cohésion nationale. Au-delà des sensibilités de chacun - ici elles sont toutes représentées - ce qui doit nous unir doit être plus fort que ce qui doit nous diviser parce qu'au bout du compte, c'est de la France qu'il s'agit.

Nous allons être regardés par le monde entier, savoir ce qu'il va se passer, ce qui va être décidé parce que ce qui sera décidé pour la France aura une conséquence majeure sur l'Europe et aura une influence également considérable sur le monde. C'est en ce sens qu'être citoyen français est une responsabilité. Ce n'est pas simplement décider pour soi-même, c'est décider également pour l'Europe et pour le monde.

Je voulais terminer pour rendre hommage, pour dire combien je suis fier qu'il y ait des élus qui travaillent pour ces territoires, pour les territoires de la France. Les élus ont non seulement été choisis par les concitoyens, mais ils se sont engagés. J'évoquais cette notion d'engagement, c'est très important que nous puissions savoir quel est le sens que nous donnons à nos actes. Nous ne sommes pas simplement des individus qui vivons à côté les uns des autres, nous sommes du même ensemble, du même bloc et face aux épreuves, lorsque la France a été unie, elle était et elle est heureusement irrésistible. C'est cette force de la France que vous devez porter et faire en sorte que nous puissions être, au-delà de nos choix, au lendemain des décisions qui seront prises, plus forts ensemble !

Vive la République et vive la France !